



Extrait du Sundep-Solidaires Paris

<http://sundep-paris.org/spip.php?article281>

Ne payons pas leurs dettes !

- Solidaires
- Union syndicale Solidaires
-



Date de mise en ligne : mercredi 14 septembre 2011

Description :

Le gouvernement a décidé un nouveau plan de rigueur. La recette est connue : faire payer les travailleurs/ses, les chômeurs/ses, les jeunes, les retraité-e-s... pour protéger les patrons, les actionnaires, les banquiers. Il s'agit de trouver une solution pour que le système économique et politique soit maintenu ; pourtant, là est le problème de fond : le capitalisme induit les inégalités, le pillage des richesses collectives par une minorité, la destruction de la planète, etc. Le marché n'est pas une force extra-naturelle contre laquelle on ne peut rien, c'est un des outils créés par celles et ceux qui profitent du système et pillent la majorité des Humains et de la Terre !

Copyright © Sundep-Solidaires Paris - Tous droits réservés

Le gouvernement a décidé un nouveau plan de rigueur. La recette est connue : faire payer les travailleurs/ses, les chômeurs/ses, les jeunes, les retraité-e-s... pour protéger les patrons, les actionnaires, les banquiers. Il s'agit de trouver une solution pour que le système économique et politique soit maintenu ; pourtant, là est le problème de fond : le capitalisme induit les inégalités, le pillage des richesses collectives par une minorité, la destruction de la planète, etc. Le marché n'est pas une force extra-naturelle contre laquelle on ne peut rien, c'est un des outils créés par celles et ceux qui profitent du système et pillent la majorité des Humains et de la Terre !



[!sommaire]**L'endettement public enrichit les principaux détenteurs de capitaux** : la dette publique actuelle est le résultat très direct d'une fiscalité injuste. Le déficit du budget de l'Etat n'est pas dû à une augmentation des dépenses publiques : elles sont, en pourcentage du Produit Intérieur Brut, au niveau de 1980.

Le déficit provient d'une très grande diminution des recettes publiques, conséquence des politiques fiscales : si l'impôt sur le revenu était rétabli à son taux et son barème de 2000, il rapporterait chaque année **15 milliards d'euros** supplémentaires ; si les niches fiscales de ce même impôt sur le revenu étaient ramenées à la situation de 2000, le budget récupérerait chaque année 38 milliards d'euros supplémentaires. Tout cela, sans conséquences fâcheuses pour l'économie, ni pour les ménages car les « largesses » accordées sur les impôts sont des cadeaux aux plus riches.

La fraude fiscale des plus grosses sociétés fait que les entreprises du CAC 40 ne payent en moyenne que 8% d'impôt sur leurs bénéfices, malgré un taux officiel sur les sociétés de 33,33% (rappelons qu'il a été de 50% pendant des années, sans que ceci ne nuise au dynamisme de l'économie). Le Conseil des prélèvements obligatoires, dans un rapport de 2009, établit par ailleurs que le coût budgétaire annuel des « niches fiscales » au profit des sociétés est de **66 milliards d'euros** !

Voilà déjà 119 milliards disponibles, aisément, sans prendre de nouvelles mesures !

Ne payons pas leurs dettes !

À comparer au plan Fillon qui fait payer aux salarié-e-s 550 millions de Contribution Sociale Généralisée en plus, 400 millions d'impôt sur l'intéressement et la participation, 2,2 milliards de plus aux complémentaires santé, 1 milliard supplémentaire de taxes sur le tabac, l'alcool et les boissons sucrées. Rien de cela ne s'impose ! Au contraire, il y a une marge importante pour financer l'augmentation des salaires, minima sociaux, et retraites, pour diminuer le temps de travail et créer des emplois stables, pour développer les services publics en fonction des besoins collectifs.

Un autre partage des richesses est la seule réponse alternative légitime. Elle exige une autre répartition entre salaires et profits, un droit effectif à l'emploi par une réduction du temps de travail avec embauches correspondantes, une réforme fiscale radicale, et le développement des services publics. Il faut mettre fin aux exonérations d'impôts des plus riches, taxer véritablement les revenus du capital, lutter contre la fraude fiscale et les spéculateurs/trices. Il faut également la socialisation du système bancaire, la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux, en articulant impératifs écologiques et garanties sociales pour les salarié-e-s.

L'intersyndicale nationale a décidé une journée de mobilisation interprofessionnelle **le 11 octobre**. Pour l'Union syndicale Solidaires, face aux enjeux et parce que nous voulons gagner et pas seulement dire notre mécontentement, ce doit être une journée de **grève et de manifestations dans tout le pays !**

L'endettement public renforce les inégalités

1. L'État baisse les impôts des plus riches, et exonère de cotisations sociales les entreprises.
2. Le déficit augmente.
3. L'État emprunte, essentiellement aux bénéficiaires des cadeaux fiscaux, sur les marchés financiers.
4. Ceux-ci exigent de l'État qu'il fasse payer les salarié-e-s et les ménages en augmentant leurs cotisations sociales (CSG) et impôts (TVA et impôts sur la consommation) et en restreignant les dépenses publiques sociales.

Ce système permet d'enrichir doublement les plus riches : par les cadeaux fiscaux qui leur sont réservés, puis par les intérêts qui sont payés par la population !

Ne payons pas leurs dettes !

Le gouvernement a décidé un nouveau plan de rigueur. La recette est connue : faire payer les travailleurs/tes, les chômeurs/tes, les jeunes, les retraité-e-s, ... pour protéger les parreaux, les actionnaires, les banquiers. Il s'agit de trouver une solution pour que le système économique et politique soit maintenu : pourrons, là est le problème de fond : le capitalisme induit les inégalités, le pillage des richesses collectives par une minorité, la destruction de la planète, etc. Le marché n'est pas une force extraordinaire contre laquelle on ne peut rien, c'est un des outils créés par celles et ceux qui profitent du système et pillent la majorité des Humains et de la Terre !

L'endettement public enrichit les principaux détenteurs de capitaux : la dette publique actuelle est le résultat très direct d'une fiscalité injuste. Le déficit du budget de l'Etat n'est pas dû à une augmentation des dépenses publiques : elles sont, en pourcentage du Produit Intérieur Brut, au niveau de 1980.

Le déficit provient d'une très grande diminution des recettes publiques, conséquence des politiques fiscales : si l'impôt sur le revenu était rétabli à son taux et son barème de 2000, il rapporterait chaque année **15 milliards d'euros** supplémentaires ; si les niches fiscales de ce même impôt sur le revenu étaient ramenées à la situation de 2000, le budget récupérerait chaque année **38 milliards d'euros** supplémentaires. Tout cela, sans conséquences fâcheuses pour l'économie, ni pour les ménages car les « largesses » accordées sur les impôts sont des cadeaux aux plus riches.

La fraude fiscale des plus grosses sociétés fait que les entreprises du CAC 40 ne payent en moyenne que 8% d'impôt sur leurs bénéfices, malgré un taux officiel sur les sociétés de 33,33% (rappelons qu'il a été de 50% pendant des années, sans que ceci ne nuise au dynamisme de l'économie). Le Conseil des prélèvements obligatoires, dans un rapport de 2009, établit par ailleurs que le coût budgétaire annuel des « riches fiscaux » au profit des sociétés est de **66 milliards d'euros** !

L'endettement public renforce les inégalités

1. L'Etat baisse les impôts des plus riches, et exonère de cotisations sociales les entreprises.
2. Le déficit augmente.
3. L'Etat emprunte, essentiellement aux bénéficiaires des cadeaux fiscaux, sur les marchés financiers.
4. Ceux-ci exigent de l'Etat qu'il fasse payer les salarié-e-s et les ménages en augmentant leurs cotisations sociales (CSG) et impôts (TVA et impôts sur la consommation) et en restreignant les dépenses publiques sociales.

Ce système permet d'enrichir doublement les plus riches : par les cadeaux fiscaux qui leur sont réservés, puis par les intérêts qui sont payés par la population !

Voilà déjà 119 milliards disponibles, aisément, sans prendre de nouvelles mesures !

A comparer au plan Fillon qui fait payer aux salarié-e-s 550 millions de Contribution Sociale Généralisée en plus, 400 millions d'impôt sur l'intéressement et la participation, 2,2 milliards de plus aux complémentaires santé, 1 milliard supplémentaire de taxes sur le tabac, l'alcool et les boissons sucrées. Rien de cela ne s'impose ! Au contraire, il y a une marge importante pour financer l'augmentation des salaires, minima sociaux, et retraites, pour diminuer le temps de travail et créer des emplois stables, pour développer les services publics en fonction des besoins collectifs.



Un autre partage des richesses est la seule réponse alternative légitime. Elle exige une autre répartition entre salaires et profits, un droit effectif à l'emploi par une réduction du temps de travail avec embauches correspondantes, une réforme fiscale radicale, et le développement des services publics. Il faut mettre fin aux exonérations d'impôts des plus riches, taxer véritablement les revenus du capital, lutter contre la fraude fiscale et les spéculateurs/trices. Il faut également la socialisation du système bancaire, la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux, en articulant impératifs écologiques et garanties sociales pour les salarié-e-s.

L'intersyndicale nationale a décidé une journée de mobilisation interprofessionnelle le **11 octobre**. Pour l'Union syndicale Solidaires, face aux enjeux et parce que nous voulons gagner et pas seulement dire notre mécontentement, ce doit être une journée de **grève et de manifestations dans tout le pays !**